

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 25/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CBS

Rue des jardins ouvriers
76260 Eu

Références : UDRD.2025.08.T.464
Code AIOT : 0005801592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement CBS implanté Rue des jardins ouvriers BP 47 76260 Eu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel, l'ancien site CBS à Eu a été identifié lors du recensement des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en situation de cessation d'activité. Une visite d'inspection a été réalisée pour constater l'état des terrains.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CBS
- Rue des jardins ouvriers BP 47 76260 Eu
- Code AIOT : 0005801592

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CBS a anciennement exploité sur site une activité de fonderie d'aluminium. Cette activité a fait l'objet d'une déclaration au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement en 1985. Dans le cadre d'une augmentation des capacités de production, l'activité a ensuite été autorisée par arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2001. CBS a ensuite cessé son activité en 2006.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet
2	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater que les terrains sont clôturés et placés dans un état sécurisé. Le mémoire de cessation d'activité transmis en date du 17 juillet 2006 montre qu'un diagnostic de l'état des milieux a été réalisé et que ce dernier conclut en une compatibilité des terrains pour un usage non-sensible. Les terrains sont aujourd'hui réinvestis pour une activité de stockage de matériels de pêche. Ainsi, l'activité menée sur site apparaît être compatible avec l'état de pollution des terrains. **Toutefois en cas de changement d'usage, le propriétaire doit s'assurer de la compatibilité sanitaire des sols et des eaux souterraines avec les usages envisagés.**

En conséquence, **la procédure de cessation d'activité peut être considérée comme close et le présent rapport vaut procès-verbal de récolement.** Afin de conserver la mémoire de l'état des terrains, une classification au titre des Secteurs d'Informations sur les Sols (SIS) est proposée (cf. annexe 2). Dans le cadre de la procédure d'instauration des SIS, le propriétaire sera consulté et informé des derniers éléments connus sur la situation environnementale du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif
Prescription contrôlée : I. Lorsque une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. II. La notification [...] indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

<p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 17 juillet 2006 un mémoire de cessation d'activité. Dans ce mémoire, l'exploitant a indiqué:</p> <ul style="list-style-type: none"> - que l'ensemble des déchets (DIB, DIS, produits dangereux, contenus de rétentions,...) avaient été évacués en centre régulièrement autorisé par la société METOSTOCK. Ainsi, ce sont 143,06 tonnes de déchets qui ont du être évacués. Des bordereaux de suivi de déchets ont été annexés au mémoire ; - que les principaux outils de travail ainsi que l'ensemble des installations annexes avaient été également enlevés, supprimant les risques de déversement, d'incendie et d'explosion. <p>La visite des terrains a quant à elle permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le site est clos : tous les portails sont cadénassés et une clôture est effective tout autour du site (seule une légère détérioration de la clôture est perceptible) ; - que toutes les ouvertures de bâtiments perceptibles depuis l'extérieur sont closes ; - l'absence de déchet s'apparentant à des déchets dangereux sur les parties des terrains perceptibles depuis l'extérieur du site. <p>En outre, le rapport de visite d'inspection du 23 octobre 2008 retrouvé dans les archives en préparation de cette visite concluait à l'état sécurisé des terrains. Au regard des éléments constatés sur site, il apparaît que la nature sécurisée des terrains a été maintenue, d'autant qu'une nouvelle activité est présente sur site (cf. point de contrôle n°2).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mémoire de réhabilitation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation des terrains, remise en état</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, [...] l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en oeuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. [...]

III. Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement [...] constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

Le mémoire de cessation d'activité transmis en date du 17 juillet 2006 et réalisé par le bureau d'études CERDIS ENVIRONNEMENT montre qu'un diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines a été réalisé.

Ces investigations mettent en évidence une pollution des terrains en hydrocarbures (max. 5933 mg/kg) et en métaux lourds, notamment en plomb (max. 209 mg/kg), zinc (max. 937 mg/kg), chrome (max. 87,2 mg/kg) et cuivre (max. 624 mg/kg). À noter que des pollutions identiques, dans des proportions plus importantes (jusqu'à 16 712 mg/kg pour les HCT, 260 mg/kg pour le plomb et 1730 mg/kg pour le zinc), ont été retrouvées dans les sédiments de l'avalasse en amont et en aval du site.

Durant les 3 campagnes d'investigations des eaux souterraines sur un piézomètre situé en aval de site, seule une pollution en ammonium (max. 5,89 mg/L, seuil de 4 mg/L) a été mise en évidence (en comparaison aux valeurs de référence de l'annexe 2 de l'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007).

Le diagnostic de l'état des milieux conclut alors à une compatibilité des terrains pour un usage de type industriel (pour un usage non-sensible). Le site est aujourd'hui occupé par un pêcheur pour une activité de stockage de matériels. De nombreux filets ont été retrouvés sur site.

Ainsi, **l'activité menée actuellement sur site apparaît être compatible avec l'état des milieux et la procédure de cessation d'activité peut en conséquence être considérée comme close.** Toutefois, au regard des pollutions mises en évidence, il est recommandé de ne pas procéder à des creusements/trous dans les sols sans investigations préalables et, en cas de changement d'usage de s'assurer de la compatibilité sanitaire des sols et des eaux souterraines avec les usages envisagés. Afin de conserver la mémoire de l'état des terrains, une classification au titre des Secteurs d'Informations sur les Sols est proposée (cf. annexe 2).

Type de suites proposées : Sans suite